

🕒 04.07.2017, 05:30

Tony Arborino: "Rhône 3 va changer notre rapport au fleuve"

ABONNÉS



Toni Arborino, chef d'office pour la troisième correction du Rhône. Sacha Bittel

PAR VINCENT FRAGNIÈRE

INTERVIEW - La troisième correction du Rhône prend de l'ampleur en entrant dans sa phase de réalisation. Le budget annuel passe de 10 à 100 millions de francs. Tony Arborino sera le pilote du projet.

En créant un office pour gérer la troisième correction du Rhône, l'Etat lui accorde la même importance que la construction de l'A9. Déjà à la tête du projet, Tony Arborino a été nommé chef d'office après une mise en postulation publique qui a débouché sur une dizaine de candidatures. Celui qui verra donc sa carrière associée à l'image la plus emblématique du Valais – avec le Cervin – évoque les enjeux de Rhône 3.

Tony Arborino, beaucoup n'ont pas compris. Vous avez été nommé patron du projet Rhône 3 alors que vous l'êtes déjà...

En passant dans sa phase de réalisation, la troisième correction du Rhône change d'échelle. Et son organisation étatique aussi. Jusqu'à aujourd'hui, une section suffisait. Désormais, il faut un office qui prend la même importance que, par exemple, la construction de l'A9. C'est pour cela que le poste de chef d'office a été mis au concours.

Changer d'échelle, ça veut dire quoi concrètement pour un projet comme celui-là?

Qu'on passe de 10 à 100 millions de budget annuel et d'une dizaine à une trentaine de collaborateurs. Avec des réalisations concrètes qui ont déjà débuté à Viège et qui vont se poursuivre à Sierre, puis dans le Chablais.

Lors de la mise au concours, votre chef Vincent Pellissier a dit dans nos colonnes que vous aviez évidemment une partie des qualités pour celui-ci. Vous l'avez pris comme une critique?

Non, pas du tout. L'Etat a mis en place une procédure en toute transparence. Je me suis concentré sur ma candidature. Je suis content que mon dossier ait été retenu et que le Conseil d'Etat m'ait désigné à cette nouvelle fonction.

On dit que certains ingénieurs opposés au projet à l'époque de la votation ont fait du lobbying contre vous...

Je n'en sais rien. Je ne me suis pas occupé de cela, mais du projet en lui-même qui est l'un des plus importants pour le canton dans les années à venir. Par contre, je sais que j'ai eu beaucoup de soutiens.

>> A lire aussi: Le Rhône poursuit sa mue à grands pas

Justement, vous avez beaucoup de pouvoir entre vos mains, puisque vous décidez de l'attribution de plusieurs centaines de millions de francs sur des années...

Tout ça ne correspond évidemment pas à la réalité. Toutes les adjudications importantes sont décidées par le Conseil d'Etat. Je joue plutôt le rôle de lien principal entre tous les acteurs d'un projet immense et qui se veut participatif aussi bien avec les communes concernées, le monde paysan, différents services de l'Etat que les milieux touristiques et environnementaux. Mon action doit avant tout faire avancer le projet et cette démarche participative me paraît la meilleure, même si elle peut s'avérer parfois compliquée.

Allez-vous pouvoir distribuer la majorité de vos mandats à des entreprises valaisannes?

Nous respectons les marchés publics. Mais nous constatons que les bureaux et entreprises valaisans sont très performants et concurrentiels. Jusqu'ici, nous avons toujours adjugé les grands travaux à des entreprises locales, parfois associées à d'autres. Un véritable savoir-faire valaisan s'est développé autour de ce projet. Au moment de la votation, certains ingénieurs m'ont d'ailleurs dit qu'en cas de oui, ils engageraient trois employés de plus pour être prêts au moment des soumissions.

Justement, qu'a changé ce oui à 57% de la population en 2015 pour l'avancement du projet?

Disons que la question de base a pu être modifiée. On est passé de «Faut-il faire R3?» à «Comment allons-nous faire R3 ensemble?»

>> A Lire aussi: La ligne THT peu compatible avec Rhône 3

Que sont devenus les opposants de cette campagne, notamment les paysans? Parle-t-on toujours de 300 hectares de terrains agricoles qui vont disparaître?

Oui. La proportion reste celle-là. Mais désormais nous travaillons à l'échelle de la parcelle. En partenariat avec le Service de l'agriculture, nous cherchons des solutions pour chaque paysan concerné à travers les 200 millions de francs prévus pour les mesures d'accompagnement agricoles. Au final, l'agriculture doit en sortir renforcée malgré les importantes pertes de surfaces.

Mais avec 300 hectares supprimés, il y aura immanquablement le témoignage de plusieurs paysans affirmant avoir tout perdu à cause de Rhône 3...

Nous mettons tout en œuvre pour éviter ce scénario. Et les premiers échos du terrain sont positifs.

Votre «appartement témoin» se trouve à Viège avec des travaux qui devraient se terminer vers 2021. Quels sont les premiers enseignements?

Nous pouvons enfin montrer ce à quoi ressemble la troisième correction du Rhône. En plus du volet sécuritaire, les personnes qui ont pu découvrir le Rhône à Viège comprennent que ce projet va permettre au Valais de se réapproprier son cours d'eau.

>> A lire aussi: Les opposants à Rhône 3 lancent leur campagne

Pourtant, durant la campagne de votation, il ne fallait surtout pas parler de la notion environnementale et touristique du projet, mais uniquement de son aspect sécuritaire, de peur de le couler politiquement.

La sécurité reste la priorité numéro un. Mais l'exemple de Viège montre bien l'influence de nos travaux sur les autres aspects du Rhône, comme le paysage, les loisirs ou la mobilité. Aujourd'hui, dans le Haut-Valais, certaines personnes courent déjà au bord du Rhône et s'arrêtent pour s'y reposer. Il y aura évidemment à travers Rhône 3 une nouvelle relation entre le principal cours d'eau du canton et ses habitants ou ses hôtes.

Au Grand Conseil, on a soulevé un problème de pollution de la nappe phréatique liée aux travaux de Rhône 3. Qu'en est-il exactement?

Les spécialistes ont clairement démontré qu'il n'y avait pas de lien entre les deux.

La problématique du mercure dans la région de Viège pose-t-elle un problème à Rhône 3?

Pas plus qu'un autre type de polluant. Tous ceux-ci sont analysés dans la première phase de mise à l'enquête. Cette maîtrise de la qualité des sols est essentielle, notamment pour les agriculteurs qui nous demandent évidemment de garantir que les sols déplacés ne sont pas pollués.

A vous entendre, on a l'impression qu'il n'y a plus de problèmes. Pourtant, pour un projet de cette taille, il y aura toujours des zones rouges. Où sont-elles?

A partir du moment où l'on veut un projet participatif et que 80 communes sont concernées, les zones rouges potentielles sont nombreuses lorsque l'on traite chaque cas dans le détail. Il s'agit d'entendre les demandes et trouver des solutions adaptées et praticables. C'est aussi ce qui rend mon travail passionnant.

Lors de la campagne de votation, le sociologue Gabriel Bender avait dit qu'on pourrait traiter en priorité les endroits où les oppositions ne sont pas fortes et laisser mûrir les mentalités ailleurs pour que l'acceptation du projet soit plus facile.

Les priorités sont fixées en fonction des risques pour les personnes, pas des risques d'opposition. C'est à nous de travailler sur l'adhésion de la population en intégrant les partenaires à la démarche et en répondant à leurs attentes chaque fois que possible, sans perdre de vue que la sécurisation des personnes et des biens reste la priorité numéro un.

